

Rester, malgré l'hiver, dans les territoires libérés de l'est de l'Ukraine

Le récent retrait des forces russes dans cette région a laissé des villes et villages ravagés et le plus souvent dépourvus d'électricité et de chauffage.

Malgré l'arrivée de l'hiver, la majorité des habitants restés durant les combats excluent de partir.

Lyman et Izioum (Ukraine)
De notre envoyé spécial

Une pluie fine tombe sur Lyman, sa gare hérissée de câbles tordus par les explosions, ses rues parées de cratères, ses vieux immeubles d'habitations percés de trous béants et de milliers d'éclats d'obus, aux fenêtres rafistolées à coups de contreplaqué et de film plastique. Une pluie fine, et bientôt de la neige. Au pied d'un de ces immeubles, Leonid Ivanov, 65 ans, place un rondin de bois sur un billot et fait tomber sa hache d'un geste fatigué. Il faudra ensuite le descendre dans la cave sombre, étroite et pleine de suie, où le retraité et une dizaine d'autres habitants peuvent profiter de la chaleur d'un poêle à bois. C'est là qu'il passera tout l'hiver.

Lyman et ses habitants sont encore loin de s'être remis des furieux combats qui ont dévasté



la ville au printemps, puis cet automne lors de la reprise de la ville par l'armée ukrainienne. Pas d'électricité, ni de chauffage, une eau rarement potable uniquement accessible par les pompes disséminées à travers la localité, et des destructions massives. « On recommande de ne pas revenir dans la ville », confie le maire Oleksandr Jouravlev depuis la ville voisine de Kramatorsk, où il a installé son bureau. Mais malgré les appels des autorités à quitter Lyman, la plupart des quelque 10 000 habitants restés sur place et ses alentours refusent de partir.

« Tous ceux qui voulaient s'en aller l'ont déjà fait, ceux qui restent ont leurs raisons », élude Irina, une habitante de 41 ans qui passera, elle aussi, l'hiver dans la cave exigüe d'un immeuble sans

électricité ni chauffage. Son propre appartement a entièrement brûlé après une frappe de l'armée russe, ce qui ne l'a pas empêché d'envoyer balader officiels et organisations humanitaires venues lui proposer une évacuation gratuite.

L'histoire est similaire à Izioum, à 45 kilomètres au nord-ouest de Lyman, une des premières localités que l'armée ukrainienne a libérées lors de sa contre-offensive du mois de septembre dans la région de Kharkiv. « On a eu 28 demandes d'évacuations après la libération de la ville », comptabilisait à la mi-

Malgré les appels des autorités à quitter Lyman, la plupart des quelque 10 000 habitants restés sur place et ses alentours refusent de partir.

novembre Valerii Marchenko, le maire d'Izioum, depuis un bureau plongé dans le noir après des frappes russes sur l'infrastructure électrique dans la région de Kharkiv. « Mais quand on a remis l'électricité, 15 de ces 28 personnes ont retiré leur demande. En tout et pour tout, il y a peut-être eu une cinquantaine d'évacuations. » Au

même moment, près de 3 000 habitants seraient revenus à Izioum.

« Psychologiquement, on peut comprendre ceux qui ne veulent pas partir, déclare Natalya Horbenko, une habitante d'Izioum revenue après le départ des forces russes. Son mari, lui, est resté durant toute l'occupation. Ils ont survécu et ont conservé leur habitation. Certains n'ont pas d'argent, d'autres ont peur de partir dans un endroit qu'ils ne connaissent pas, et d'autres encore n'ont jamais quitté Izioum, ils ne savent pas voyager, où dormir, comment nourrir les enfants... »

Non loin de là, Oleh, garçon timide de 19 ans, est occupé à faire du bois pour l'hiver. Des bûchettes plutôt, reliquat d'une caisse de munitions abandonnée par les forces russes dans leur retraite. Il passera l'hiver ici avec Evdokia, sa grand-mère. La vieille femme raconte comment ils ont réussi à survivre aux bombardements, piégés dans la ville par les Russes qui empêchaient les civils de fuir vers l'Ukraine. Partir en Russie était la seule échappatoire. « Maintenant on ne veut pas s'en aller parce que nous sommes chez nous ici, et que nous voulons rester à la maison, débite-t-elle d'une voix brisée. Mais bien sûr on a peur de l'hiver! »

Fabrice Deprez

Des centaines de milliers de personnes menacées par la faim en Somalie

La Somalie connaît sa pire sécheresse depuis quarante ans, et la famine menace des centaines de milliers de personnes.

Face à une crise humanitaire majeure, les organisations internationales tirent la sonnette d'alarme.

« La famine frappe aux portes de la Somalie, et des centaines de milliers de personnes risquent de mourir de faim si l'aide humanitaire n'est pas renforcée », alertent les Nations unies. L'urgence est absolue : chaque minute, un enfant somalien est admis à l'hôpital pour malnutrition.

Près de 8 millions de personnes sont affectées par la sécheresse qui frappe ce pays de la Corne de l'Afrique, soit la moitié de la population. Et 300 000 personnes sont en situation d'insécurité alimentaire critique. « Dans nos

centres de nutrition, nous soignons trois fois plus d'enfants qu'il y a un an », indique Alyona Sinenko, porte-parole régionale du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

La sécheresse qui sévit depuis fin 2020 est la pire qu'ait connue la Somalie ces dernières décennies, alors que les populations les plus vulnérables ne sont toujours pas remises des crises précédentes et que leurs capacités d'adaptation se sont peu à peu détériorées.

Dans les districts les plus touchés, dans le sud du pays, la crise a déplacé 1,2 million de personnes à la recherche d'eau, de nourriture et de pâturages pour les animaux. La ville de Baidoa, à 250 km à l'ouest de Mogadiscio, est l'épicentre de la crise : elle concentre à elle seule plus de 500 sites de déplacés en périphérie, et sa population (800 000 habitants) a doublé.

Les responsables locaux et les organisations humanitaires tirent



la sonnette d'alarme depuis plusieurs mois. Mais malgré les appels de fonds répétés des Nations unies, l'aide financière internationale reste largement insuffisante. Par ailleurs, « la situation sécuritaire est très volatile », admet Alyona Sinenko. La guerre civile s'enlise depuis l'effondrement du gouvernement central il y a trente ans, et les zones contrôlées par les groupes armés, notamment les djihadistes chebabs, concentreraient plus de la

moitié de la population touchée par la sécheresse.

Les ONG sont aujourd'hui engagées dans une véritable course contre la montre. « Il ne faut pas attendre que la famine soit officiellement déclarée pour agir », s'alarme le Programme alimentaire mondial. À titre de comparaison, lors de la dernière grande sécheresse de 2011, 260 000 personnes étaient mortes de faim, la majorité d'entre elles avant même que l'état de famine ne soit déclaré. Cette fois-ci, compte tenu de la taille de la population touchée et de la durée de l'épisode de sécheresse, le niveau de la catastrophe pourrait être supérieur.

« Face à ces conditions climatiques extrêmes, l'urgence ne cesse de se prolonger », reconnaît Alyona Sinenko, qui ajoute que la crise mérite une réponse plus ambitieuse de la part de la communauté internationale.

Sophie Alary

essentiel

Espagne — L'ex-roi Juan Carlos obtient l'immunité jusqu'à son abdication

L'ex-roi d'Espagne Juan Carlos a remporté mardi 6 décembre une manche face à son ancienne maîtresse qui l'accuse de harcèlement : la justice britannique lui a accordé l'immunité jusqu'à son abdication, en 2014, sans mettre fin à la procédure. La Danoise Corinna zu Sayn-Wittgenstein-Sayn, 57 ans, affirme qu'après leur rupture, à partir de 2012, elle a été espionnée et harcelée pendant huit ans sur ordre de l'ancien monarque.

Indonésie

Le Parlement criminalise les relations sexuelles hors mariage

Le Parlement indonésien a approuvé, mardi 6 décembre, un texte criminalisant le sexe hors mariage et le concubinage, dénoncé par les défenseurs des droits humains comme un recul des libertés et un glissement vers le fondamentalisme dans le pays à majorité musulmane le plus peuplé du monde. Cette réforme du code pénal, lequel date de l'époque coloniale néerlandaise, a été adoptée à la majorité des députés. Le texte, qui doit encore être signé par le président, rend passibles d'un an de prison les relations sexuelles hors mariage, et de six mois de prison la cohabitation des couples non-mariés.

Union européenne — L'UE toujours enlisée dans son bras de fer avec la Hongrie

L'Union européenne et la Hongrie ont échoué, mardi 6 décembre, à dénouer leur conflit sur l'État de droit. Menacé de perdre 13 milliards d'euros de fonds européens, Budapest bloque toujours plusieurs dossiers cruciaux. Réunis à Bruxelles, les ministres des finances des Vingt-Sept n'ont pas réussi à convaincre la Hongrie de lever ses vetos qui paralysent le fonctionnement des institutions, et bloque le versement d'un plan d'aide massif à l'Ukraine.

sur la-croix.com

Inquiétude chez les médias russes en exil après la suspension de la chaîne Dojd en Lettonie